

F.S.U. 66

Bulletin trimestriel de la Section
des Pyrénées Orientales
de la **Fédération Syndicale Unitaire**
Éducation, Recherche, Culture, Justice

CASSE A TOUS LES NIVEAUX!

Le résultat des élections municipales a infligé un revers à la politique du Président de la République et du gouvernement. La seule analyse qu'il en tire, est la poursuite et l'accélération des réformes. Nous sommes à l'aube de graves transformations de nos métiers, de nos missions, de nos statuts.

Les personnels ne sont pas dupes, les mouvements de protestations dans tous les secteurs en témoignent.

- Les nombreuses actions dans l'Éducation Nationale, sur l'ensemble du territoire, ont eu un écho sur le département: CDEN sauvage du 12 mars avec l'ensemble du corps enseignant, mobilisation du 18 mars dans le second degré, occupations d'établissements, écoles bloquées par les parents et les élus, menace de grève en Andorre pour atteinte au dialogue social... L'enseignement agricole a gagné le 1^{er} round en évitant des fermetures de classes, les lycées professionnels restent devant un véritable choix d'orientation.

- D'autres secteurs sont également mobilisés comme la Justice où le Syndicat de la Magistrature et les syndicats des personnels de la FSU (SNPES-PJJ et SNEPAP) organisent une nuit des libertés. Dans les PO, un débat public sur les atteintes aux libertés, organisé le Collectif de Défense des Droits et Libertés, a rempli la salle.

- La mobilisation concerne aussi les retraités (manifestation pour le maintien de leur pouvoir d'achat, le 6 mars, faisant écho aux grèves des salariés du 24 janvier) où l'ensemble des revendications étaient réunies (salaires, emplois, retraites, services publics).

- Aucun secteur n'est en reste puisque se multiplient les actions à la SnCF, dans les supermarchés, dans les usines menacées de délocalisation....

Notre investissement pour la défense des services publics, égalitaires sur tout le territoire, devra encore se renforcer face à la destruction des statuts de la Fonction Publique. Au-delà de la volonté de démantèlement des corps de fonctionnaires, cette réforme prouve qu'une véritable et profonde transformation des fondements de notre société est en jeu.

Des rendez-vous sont fixés pour les mois à venir:

- manifestations du 1er mai, unitaire sur le département,
- manifestation nationale dans l'Éducation, le 18 mai à Paris
- information et formation proposées par la FSU régionale: journée d'étude sur la RGPP (réforme générale des politiques publiques) et stage sur la Fonction Publique Territoriale

Enfin, un des ferments de notre engagement professionnel, la laïcité fera l'objet d'un débat public avant la fin de l'année scolaire.

Alors, à vos agendas et à bientôt dans nos luttes !

18 rue Condorcet 66000 PERPIGNAN
Tél. 04.68.66.68.29 Fax: 04.68.50.32.31
e-mail: fsu66@fsu.fr http://fsu66.free.fr

Directeur de la Publication:
M. FRANQUESA
Imprimé par nos soins
ISSN en cours
CPPAP: 0711 S 06469

Dispensé de timbrage
Routage 206
Perpignan Centre de Tri



Déposé le 10/04/2008

Sommaire:

- 1 - Edito
- 2 - Manif de vieux...
Avenir de la Mutualité
- 3 - Carte scolaire RGPP
- 4 - Rapport Pochard
Journée d'étude FSU

TOUS à PARIS

le dimanche

18 mai 2008

*Manif nationale
pour l'éducation*

**Déplacement en TGV
au départ de Perpignan**

- Inscrivez-vous dès réception de ce bulletin auprès de la FSU, par téléphone au **04.68.66.68.29** ou par mail: **fsu66@fsu.fr**

- Pour aider au financement du déplacement, envoyez vos dons ou les sommes collectées auprès de vos collègues à:

**FSU, 18 rue Condorcet
66000 PERPIGNAN**

AGENDA :

12 avril:

action collectif santé 14h
à la Préfecture (amener
boites de médicaments
vides)

29 avril:

Manif du RESF
devant la préfecture

1er mai:

Manif unitaire 10h30
place de Catalogne

7 mai:

débat sur l'avenir de la
mutualité Hall Guy Malé

9 mai:

journée d'étude FSU ré-
gionale sur la Révision
Générale des Politiques
Publiques à Montpellier

18 mai:

manifestation nationale
de l'EN à Paris

29 mai:

débat autour de la laïcité

5 et 6 juin:

stage interrégional sur
les collectivités publi-
ques à Montpellier

Tribune libre: **Une manif de «vieux»... pour les jeunes !**

Les 300 ou 400 manifestants qui s'étaient rassemblés le Samedi 29 Mars Place de Catalogne à PERPIGNAN à l'appel de la FSU, la CGT et Solidaires contre l'allongement à 41 ans de la durée de travail pour prétendre toucher une retraite à taux plein étaient en grande majorité de vénérables retraités dont beaucoup n'avaient eu qu'à travailler 37 ans et demi pour avoir eu le même droit. Si l'on y réfléchit bien, il n'y a là rien de scandaleux. Ils savent concrètement, dans leurs chairs vieillissantes, ce que signifie un tel recul social, ils ont bien mesuré les conséquences de ce recul sur le montant de pensions déjà maigrelettes. C'est même tout à fait normal qu'ils soient là, parce que, dans notre système de protection sociale solidaire, leur pension est payée par les salariés, par les actifs et qu'il est très important de le préserver pour éviter de tomber dans la dérive des fonds de pensions, suicidaire pour les droits sociaux. Et puis la retraite, c'est leur vie avec ses bonheurs et ses misères, avec ses luttes aussi (la vie sociale ne s'arrête pas le jour anniversaire de vos 60 ans!). Alors ils sont là, ils se connaissent, se reconnaissent, se congratulent, plaisantent, heureux de se rencontrer. Une manif de plus au compteur !

Mais...il y a un mais : les principaux intéressés ne sont pas là, ou sont bien peu nombreux, tous ceux à qui les pouvoirs veulent imposer 41, puis sans doute 42, puis pourquoi pas, si ça marche 43 et 44 années de travail dans des conditions de plus en plus précaires, avec des droits de plus en plus réduits, pour une retraite de plus en plus chiche. Et tout cela au prétexte que l'on vit plus vieux et que les caisses sont vides: quelles perspectives réjouissantes! Une vie de m.... pour une vieillesse de pauvre !

Je ne dramatise pas, l'expérience m'a appris qu'il peut y avoir des rendez-vous manqués. Je pense aussi que nos organisations ont une part de responsabilité dans le peu d'écho de cette initiative, que d'autres organisations qu'il faut sans doute par tradition appeler syndicales, je pense à la CFDT et à son inénarrable secrétaire général Jacques Chèreque, ont joué le rôle néfaste de démobilisateur patenté qui leur est traditionnellement dévolu et que les médias s'empressent d'amplifier. Il n'en reste pas moins que la bataille des retraites n'est ni perdue ni finie, qu'il s'agit d'un droit social et humain essentiel, que ce droit sera ce que nous le ferons toutes générations solidaires dans une volonté de progrès social... pour que le fait de vivre plus longtemps soit une ouverture sur des enrichissements de la vie et non pas un cauchemar. Pour cela il est certain que nous ne pouvons faire confiance ni à Sarko, ni à Fillon, ni à Bertrand, agissons, mobilisons-nous, tous ensemble, tous ensemble, tous ensemble.

Jean-Marie PHILIBERT

QUEL AVENIR POUR LA MUTUALITE ?

Rencontre-débat de la FSU: **MERCREDI 7 MAI**

Hall Guy MALE au Conseil Général

A l'initiative de la section fédérale des retraités de la FSU une rencontre sur le thème de la mutualité, son histoire, sa fonction, son rôle, ses difficultés, ses enjeux aura lieu le **MERCREDI 7 Mai 2008 à 15 heures** dans la salle du Conseil Général des P.O, Quai Sadi Carnot à PERPIGNAN, avec la participation d'Andrée PER-CHE, Présidente départementale de la MGEN et des responsables départementaux de la FSU: Françoise CHATARD et Gérard GIRONELL.

Cette rencontre est ouverte à tous les syndiqués de la FSU, actifs et retraités.

Au moment où les droits sociaux sont remis en cause, où les prestations sociales sont revues à la baisse, le rôle de la mutualité est essentiel, mais soumis à de fortes pressions pour s'adapter.

Plusieurs thèmes seront abordés au cours de cette rencontre.

Des questions concrètes au cœur des préoccupations de chacun: le niveau des cotisations, la qualité des prestations, les compléments de salaires, l'état des infrastructures existantes, le rôle de la mutualité dans la prévention, la mise en concurrence des mutuelles.

D'autres interrogations plus générales seront au cœur des débats : quelles perspectives pour la protection sociale et pour la mutualité ? Quelle mutualité ? Son orientation, son indépendance, sa vie démocratique, ses relations avec le monde syndical et politique ?

Par cette initiative nouvelle la FSU veut montrer tout son intérêt pour la mutualité, et plus particulièrement pour la MGEN qui a été construite par les personnels de l'Education Nationale.

Venez nombreux participer à cette rencontre-débat.

Pour la section fédérale des retraités FSU: Paulette ALMERAS et Jany PHILIBERT

Carte scolaire 1^{er} degré: une année de mobilisation!

Lors du CTPD du 25 mars dernier, l'IA a rendu publiques ses propositions d'ouvertures et de fermetures pour la rentrée 2008. De nombreuses écoles n'ont pas obtenu satisfaction:

- des écoles élémentaires avec des effectifs avoisinant voire dépassant les 27 de moyenne (Espira de l'Agly, St Hippolyte, Ille/Têt Pasteur, Montescot, Bompas Arago, Millas, St Cyprien Alain ...)
- des écoles maternelles à plus de 28 élèves de moyenne: Salses, Le Soler, mais aussi Ponteilla avec 27,5 après fermeture!
- des écoles élémentaires de ZEP qui dépassent largement le seuil habituel d'ouverture (22): exemple les écoles Victor Hugo classée ambition réussite (24,1) et Blaise Pascal (23, 75) sur Perpignan.
- des enfants de moins de 3 ans qui ne seront plus scolarisés malgré des dispositifs et des investissements réalisés localement: Collioure, Font-Romeu...
- des classes de communes rurales frappées de fermeture (Palau de Cerdagne, Font-Romeu), malgré la Charte pour le maintien des services publics en milieu rural signée en 2004 par les pouvoirs publics!

La réaction des enseignants, des parents d'élèves et des élus ne s'est pas faite attendre. Dès le 31 mars plusieurs écoles du département étaient occupées (Le Perthus, Palau de Cerdagne, Font-Romeu).

Le jeudi 3 avril, c'étaient 34 écoles qui étaient investies par les parents d'élèves, soutenus par les élus de 36 communes de Cerdagne-Capcir qui décidèrent de fermer symboliquement les mairies.

Le SNUIPP-FSU appelait à un rassemblement devant l'Inspection Académique le mardi 8 avril, date de la réunion du CDEN (comité départemental de l'Education Nationale) qui réunit le Préfet, l'Inspecteur d'Académie, les élus locaux, les parents d'élèves et les organisations syndicales représentatives. C'était une nouvelle occasion pour les représentants de la FSU de pointer les difficultés que ne manqueront pas de rencontrer un certain nombre d'écoles à la rentrée 2008 et de réclamer un collectif budgétaire pour obtenir des dotations supplémentaires.

2 postes pour 179 élèves (chiffres du Rectorat) supplémentaires ne permettront pas d'accompagner la hausse démographique et conduisent l'administration départementale à «récupérer» des postes en Zone d'Education Prioritaire, en maternelle et dans les communes rurales, où l'école constitue souvent le dernier service public qui permet de fixer les populations et éviter la désertification !

Dans ces conditions, la rentrée 2008 s'annonce plus que difficile. C'est pourquoi le SNUipp appelle les enseignants à participer nombreux à la manifestation nationale du 18 mai.

Grégory RAYNAL

RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) ou la casse des services publics

Le principe fondateur de la RGPP est essentiellement guidé par la mise en œuvre de «l'engagement» de N. Sarkozy de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. La disparition de près de 160 000 emplois de fonctionnaires à l'horizon 2012 ne peut se faire sans bouleversements majeurs dans les missions, les métiers et les statuts.

Depuis 1988, la « réforme de l'État » est une constante des objectifs gouvernementaux, il s'agit toujours de réduire la dépense publique conformément au pacte de stabilité de Maastricht. La réalisation de ses objectifs passe par une diminution drastique des moyens et des effectifs de l'Etat.

La mise en œuvre des réformes de l'Etat repose de façon constante sur quatre chantiers :

- **Un chantier structurel:** avec la décentralisation et la réforme de l'administration territoriale d'Etat (déconcentration), confiant aux préfets de région la mise en œuvre des politiques de l'Etat. Ce chantier est complété par la création d'agences spécialisées autonomes chargées de la mise en œuvre des politiques de l'Etat en Région.
- **Un chantier budgétaire:** la LOLF qui assure le passage d'une administration de moyens à une administration de résultats, la « contractualisation » et les Partenariats Publics Privés (PPP) facilitent l'externalisation des services.
- **Un chantier managérial:** la modernisation de la gestion des ressources humaines (GRH), salaires au mérite, le projet de loi dite « mobilité et parcours professionnels des fonctionnaires » donne un avant goût des objectifs recherchés par ce chantier.
- **Un chantier qualitatif:** la simplification des procédures de contrôle administratifs et l'administration électronique.

La dramatisation sur les déficits publics et sur la dette peine à dissimuler la dimension idéologique libérale qui guide la réforme de l'Etat. L'égalité et la continuité des services publics ne sont plus que des références pour discours officiels, dans cette histoire l'équité, le droit à l'accès aux services publics ne sont plus garantis et les citoyens les plus fragiles ont tout à y perdre.

Gérard GIRONELL

VENDREDI 9 MAI de 10 h à 17 h

Maison des syndicats Montpellier

Journée d'étude sur la RGPP

(Révision Générale des
Politiques Publiques)

organisée par la
Section Fédérale Régionale de la
FSU Languedoc Roussillon

inscription obligatoire par mail:
region@lr.fsu.fr

Une convocation sera
transmise en retour

Clarté et indépendance!

Elu comme conseiller municipal de la Ville de Perpignan, j'ai souhaité remettre les mandats que la FSU continuait à me confier.

J'ai adressé à cet effet une lettre au bureau départemental de la FSU, précisant qu'aucune pression n'a été exercée à mon encontre pour me dicter une décision conforme aux engagements pris, mais également à ma propre ligne de conduite. Elle s'inscrit dans la logique de mes convictions et de mon souci de préserver l'indépendance syndicale.

Je pense qu'une telle décision empêchera toute confusion qu'un cumul de mandat syndical et de mandat politique aurait pu entretenir. Elle coupera l'herbe sous les pieds à toute tentative d'utiliser un éventuel cumul pour attaquer la fédération syndicale à laquelle j'ai consacré beaucoup de temps ces dernières années et à laquelle je reste très attaché. Ce choix ne fait qu'anticiper d'un an une situation annoncée pour le mois de juin 2009, avec ma décision de faire valoir mes droits à la retraite.

Cela ne m'empêchera pas de me retrouver encore aux côtés de l'ensemble de mes camarades, lors des luttes à venir pour défendre les services publics, le pouvoir d'achat, les retraites... mais également pour faire progresser les droits des salariés et combattre les injustices.

Michel FRANQUESA

Pochard : Morceaux choisis

Si vous avez évité la prise de tête de la lecture du rapport Pochard - réflexe certes justifié!-, mais que vous souhaitez quand même en connaître la quintessence, voici quelques morceaux choisis.

Le rapport comporte 4 axes qui, curieusement, se recourent et s'imbriquent. Que ce soit dans l'autonomie des établissements, les missions et conditions du métier, le recrutement ou les carrières, toutes les propositions vont dans le même sens.

A vous de voir lequel à travers ces morceaux choisis !

Responsabilités nouvelles aux établissements

Les établissements pourraient «**aménager autrement les horaires des élèves**», «**abandonner les normes nationales comme les seuils de dédoublement**» en fonction des besoins locaux.

«**Les établissements fixeraient l'organisation du travail des enseignants**»

«**Les chefs d'établissement auraient un rôle accru dans les procédures d'affectation**»

«**Tout ou partie des postes pourraient être à profil**»

Missions et conditions du métier

Annualisée ou hebdomadaire, «**l'obligation de service pourrait être complétée par un certain nombre d'heures.**» «**Ces heures pourraient être obligatoires et se traduire par un temps de présence complémentaire dans l'établissement**»

Formation et recrutement

Soit «**faire évoluer le système actuel des concours**» en **développant la bivalence et en déconcentrant le mouvement (affectation académique)**

Soit «**rompre avec le système français des concours**»

Après une formation en 5 ans (niveau Master) **recrutement par sélection de l'instance locale** sur la base de candidatures individuelles

Carrières

Possibilité de rémunérations supplémentaires sous forme d'indemnités ou d'heures supplémentaires «**en contrepartie d'obligations de présence nouvelles**»

La commission examine la question d'une «**évolution du statut des enseignants**».

«Elle évoque l'hypothèse d'une **quatrième fonction publique**, enseignante, introduisant une **dimension contractuelle** dans le droit applicable aux agents publics»

«Promouvoir une **gestion individualisée des carrières**» devrait constituer une ambition nouvelle (**deux rendez-vous de carrière** rémunérés par promotion)

Le conditionnel du Livre Vert, dont sont extraites ces citations, que vous n'avez pas manqué de repérer comme un irréalisable, va devenir du présent de l'indicatif dans le Livre Blanc. Qui doit sortir mi-mai. Et on vous parie que les décrets d'application sortiront début août ! Ce n'est pas l'irréalisable. C'est la réalité de demain.

Seul le refus massif de la profession pourra empêcher la mise en œuvre de cette politique désastreuse.

Anne-Marie DELCAMP